

LE MONDE – 26 OTTOBRE 2005

## **M. Prodi veut convaincre de l'urgence de réformes structurelles**

ROME - *Jean-Jacques Bozonnet*

Romano Prodi devrait présenter son programme de gouvernement en janvier 2006, soit trois mois avant les élections législatives italiennes, prévues le 9 avril. Le candidat du centre gauche, désigné par les primaires du 16 octobre comme le challenger officiel de Silvio Berlusconi, a l'intention de formuler des propositions précises. *"J'y travaille pas à pas"*, a-t-il confié, lundi 24 octobre à Rome, à quelques représentants de la presse internationale, dont *Le Monde*. La priorité sera au redressement du pays. *"Mais il y a un problème de chiffres, explique-t-il. Moi qui suis pourtant un économiste, je n'ai aucune idée de l'état réel de nos finances publiques ; il faudra faire un audit."*

L'Italie connaît une croissance nulle en 2005, et le déficit budgétaire, selon le Fonds monétaire international, dépassera 5 %. "Il Professore" n'envisage rien d'autre que *"des réformes structurelles, et encore des réformes structurelles"*. Son slogan : *"Innovation et libéralisation, la voie obligatoire de l'économie italienne est là."*

Dans l'industrie, il préconise *"des incitations à la fusion d'entreprises"* pour atteindre la masse critique indispensable pour affronter les marchés mondialisés. Il cite l'exemple de Jacques Chirac, *"qui peut s'appuyer sur dix à quinze grands groupes industriels"*, alors qu'en Italie il y a Fiat et le quasi- désert. *"Nous disons que nos entreprises sont moyennes. En fait, selon les critères internationaux, elles sont petites"*, regrette-t-il.

Dans le secteur des services, la Péninsule est mieux lotie avec les anciens monopoles publics comme Enel (électricité), Eni (pétrole, gaz), Anas (autoroutes) ou Telecom Italia. *"Là, il y a le problème des tarifs, trop élevés, aussi bien pour l'énergie que pour les services bancaires ,* objecte Romano Prodi. *Le tertiaire italien doit se libéraliser."*

Celui qui se définit comme *"un réformiste de centre gauche"* promet de la rigueur. *"Si le projet est bien expliqué, et si c'est un message d'équité, les Italiens l'accepteront"*, dit-il, convaincu que *"ce qui n'est pas accepté depuis 2001, c'est le creusement des inégalités entre les riches et les pauvres"*. Il dénonce aussi l'action du gouvernement Berlusconi, qui *"ne défend que des intérêts particuliers, ceux du président du conseil et de ses amis"* : retour amnistié des capitaux de l'étranger, réforme de la justice, réduction des délais de prescription, etc.

Il s'attarde sur les plus récentes, encore en cours d'adoption. Par exemple, la loi électorale, qui, en rétablissant la proportionnelle, rabote les majorités et *"installe l'ingouvernabilité en créant des conditions à l'allemande"*; ou bien la réforme de la Constitution, qui accentue cette ingouvernabilité en donnant plus de pouvoir aux régions et en modifiant les équilibres institutionnels : *"La Chambre des députés sera sous la coupe du président du conseil, et celui-ci sous la coupe du Sénat, qui deviendra tout-puissant."* Enfin, il critique aussi la loi qui régule les temps de parole à la télévision, qui pourrait être supprimée : *"Berlusconi s'apprête à injecter dans la campagne électorale une masse d'argent qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'Europe."*

C'est l'un des motifs pour lesquels Romano Prodi a voulu des primaires à gauche : *"N'ayant pas les moyens financiers de mon adversaire, n'étant pas propriétaire de médias, j'avais besoin de la cohésion de tous."* Les 4,3 millions d'électeurs de gauche qui sont allés aux urnes, le 16 octobre, pour le plébisciter à 74,1 % l'ont rassuré au-delà de ses espérances. *"Je voulais mettre fin au débat sur le leadership et établir le rapport de forces entre Fausto Bertinotti et moi , rappelle-t-il. Maintenant c'est fait, je sais qu'il y a un consensus."*

M. Bertinotti, le dirigeant de Refondation communiste (PRC), qui avait fait tomber le premier gouvernement Prodi en 1998, n'a obtenu que 14,6 % des suffrages. *"Un bon quart de l'électorat de gauche s'est déplacé pour les primaires, c'est un échantillon plutôt représentatif"*, se réjouit l'ancien président de la Commission européenne. Il recommande l'expérience *"à tous les pays où il y a une indécision sur les candidatures"*.